

Unité interdépartementale  
des Hautes-Pyrénées et du Gers  
19, place de l'Ancien Foirail  
32000 AUCH

Auch, le 24/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SMPEPTDG TRIGONE**

Site de MIRANDE  
1 rue Jacqueline Auriol  
32000 AUCH

Référence : 2022-0763-Dp  
Code AIOT : 0006804813

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2022 dans l'établissement SMPEPTDG TRIGONE implanté Mazérettes 32300 MIRANDE. L'inspection a été annoncée le 11/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection inscrite au programme pluriannuel de contrôle des installations classées au titre de l'année 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMPEPTDG TRIGONE
- Mazérettes 32300 MIRANDE
- Code AIOT : 0006804813
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

#### **Objet de la visite :**

- Suivi de la phase de post-exploitation de l'ISDND ;
- Contrôle des conditions d'exploitation de l'ISDI.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'exploitant veillera à maîtriser la végétation autour des bâches à incendie et à ne pas créer de dépôt de matériaux près du PZ1, ce dernier pourrait être endommagé lors de la manipulation du tas.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Document préalable à l'admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article Annexe I - Article 2-3	/	Sans objet
10	Surveillance des émissions dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article Annexe I - Article 3-9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 30/09/2011, article 1.4.3.2	/	Sans objet
2	Traitement des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 30/09/2011, article 2.4.5	/	Sans objet
3	Rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 30/09/2011, article 2.4.6	/	Sans objet
4	Suivi de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/09/2011, article 2.4.7	/	Sans objet
5	Déchets admis dans l'ISDI	Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 2	/	Sans objet
6	Durée d'exploitation de l'ISDI	Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 3	/	Sans objet
7	Quantités admissibles dans l'ISDI	Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 4	/	Sans objet
8	Exploitation de l'ISDI	Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article Annexe I - Article 1-2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Pas d'écart majeur constaté ; les observations formulées ne sont accompagnées d'aucune proposition de suite administrative.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2011, article 1.4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Montant des garanties financières - Période 2018-2023 : 212 238 €. Montant des garanties financières - Période 2024-2029 : 208 056 €.
<b>Constats :</b> L'acte de cautionnement solidaire N° FRSUNA 19 332/11 en date du 07/10/2021 indique que la garantie demandée par TRIGONE à la caution - la société CHUBB EUROPEAN GROUP SE - correspond à un montant de : - 280 509,62 € jusqu'au 31/12/2023 ; - 275 222, 92 € pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2026.  <b>L'exploitant expliquera à l'Inspection les différences constatées entre les périodes de garantie et les montants de cautionnement.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Traitement des lixiviats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2011, article 2.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des lixiviats
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les lixiviats sont stockés dans un bassin étanche de 3000 m3 situé en partie basse de la décharge au sud du site, évacués et traités dans une filière de traitement appropriée et dûment autorisée à cet effet. Des bordereaux de suivi de déchets sont établis pour chaque expédition.
<b>Constats :</b> Les lixiviats sont traités sur l'ISDND exploitée par TRIGONE à Pavie. En 2021, les apports externes en lixiviats bruts à Pavie ont représenté 9402 m3. Le suivi interne des apports est effectué grâce aux pesées.  Un prélèvement est réalisé trimestriellement afin de contrôler les rejets (eau après traitement). Ces prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire indépendant accrédité COFRAC. En application de l'APC du 14 juin 2014, depuis 2016 l'ensemble des paramètres est mesuré sur prélèvement de 24h. Pour une meilleure représentativité des résultats, les prélèvements 24h sont effectués au niveau de la sortie du bassin de stockage des eaux traitées en attente de rejet. Les résultats des analyses montrent que la totalité des paramètres est conforme aux exigences réglementaires. Les écarts en pH constatés entre juillet et novembre ont été justifiés aux services de l'Inspection et sont le résultat d'un phénomène naturel d'alcalinisation causé par une hausse de l'activité photosynthétique des microorganismes présents dans les bassins de stockage d'eau traitée. Ce phénomène apparaît aussi au niveau du bassin pluvial.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Rejet des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2011, article 2.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : <ul style="list-style-type: none"><li>- température &lt; 30 °C ;</li><li>- 6.5 &lt; pH &lt; 9 ;</li><li>- [MES] &lt; 100 mg/L si le flux est &lt; 15 jg/j, 35 mg/L au-delà ;</li><li>- [DBO5] &lt; 100 mg/L si le flux est &lt; 30 jg/j, 30 mg/L au-delà ;</li><li>- [DCO] &lt; 125 mg/L ;</li><li>- [Hydrocarbures] &lt; 10 mg/L.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le rejet s'effectue par bâchées lorsque le bassin dédiée de 1811 m3 est plein. Les mesures effectuées sur les bâchées des 08/08/2019, 19/11/2019, 04/08/2020 et 04/02/2021 montrent des rejets conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Suivi de la qualité des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2011, article 2.4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de la qualité des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise un suivi semestriel (intégrant les périodes de hautes et basses eaux) de la qualité des eaux souterraines par l'intermédiaire d'au moins trois ouvrages de prélèvement d'eaux souterraines (un en amont et deux en aval hydraulique du site).
<b>Constats :</b> Les données déclarées depuis 2019 ont été contrôlées grâce à l'outil GIDAF. la seconde campagne 2022 n'avait pas encore été réalisée le jour de la visite.  L'examen du rapport d'intervention N° 220202 004561 du 02/02/2022 appelle les remarques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- pour le PZ2, le rapport indique que la stabilisation n'a pas été atteinte =&gt; <b>l'exploitant précisera de quelle stabilisation il s'agit et indiquera à l'Inspection si cette potentielle anomalie remet en question les résultats de mesures observés ;</b></li><li>- le rapport d'intervention pourrait utilement rappeler les références réglementaires sur lesquelles il s'appuie pour justifier de la conformité des mesures ;</li><li>- en PZ3, la conductivité mesurée est de 6000 µS/cm, soit une valeur dix fois plus élevée que celle mesurée en PZ2, également en aval hydraulique =&gt; <b>l'exploitant expliquera si possible cette différence ainsi que l'impact du critère de stabilisation sur le résultat de mesure ;</b></li><li>- depuis 2020, c'est la ST-DCO qui est mesurée alors que c'était la DCO jusqu'en 2019 =&gt; <b>l'exploitant justifiera à l'Inspection ce changement de méthode et démontrera qu'elle respecte les exigences réglementaires ;</b></li><li>- pour chaque piézomètre, les deux hauteurs sont exprimées à tort en mètres NGF, la plus faible valeur des deux étant probablement à exprimer en mètres ;</li><li>- en PZ3, la valeur en [Cl-] apparaît élevée et ce phénomène est constaté régulièrement =&gt; <b>l'exploitant expliquera à l'Inspection les raisons de ces évolutions.</b></li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Déchets admis dans l'ISDI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets admis dans l'ISDI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets admis sur le site proviennent uniquement des déchetteries exploitées par le Syndicat Mixte TRIGONE et de l'apport des artisans et professionnels du bâtiment du Gers.
<b>Constats :</b> Les déchets proviennent de déchetteries TRIGONE, de la Ville de Mirande et d'artisans et entreprises du Gers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Durée d'exploitation de l'ISDI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Durée d'exploitation de l'ISDI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation est autorisée pour une durée maximale de 8 ans, soit jusqu'au 24/12/2022.
<b>Constats :</b> L'Inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit solliciter dans les plus brefs auprès du préfet la prolongation de la durée d'exploitation de son ISDI ou procéder au dépôt d'un dossier d'une demande de cessation d'activité tel que prévu par les dispositions du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Quantités admissibles dans l'ISDI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Quantités admissibles dans l'ISDI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Quantité maximale annuelle de déchets inertes admise : 5600 t. Quantité maximale totale de déchets inertes admise : 44800 t.
<b>Constats :</b> Apports 2022 au 30/09/2022 : - Déchetteries TRIGONE : 1550 t - Ville de Mirande : 611 t - Entrepris "Mas et Case" : 1.74 t Total = 2162.74 t  Capacité restante déclarée dans GEREP = 42121 m3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Exploitation de l'ISDI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article Annexe I - Article 1-2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation de l'ISDI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est exploitée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation.
<b>Constats :</b> L'exploitation se situe à la moitié du casier 2 dans le plan de phasage fourni.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Document préalable à l'admission des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2024, article Annexe I - Article 2-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Document préalable à l'admission des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant la livraison, ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur de déchets un document préalable.
<b>Constats :</b> Par sondage, l'Inspection a contrôlé le document d'information et d'acceptation préalable à l'admission dans son ISDI créé par TRIGONE et correspondant à l'apport des 1.74 t des déchets de la société Mas et Case. La demande d'acceptation (initiale) a été formulée le 9 juin 2022 et acceptée le 12 juillet 2022 alors que les déchets ont été reçus en ISDI le 15 juin 2022.  L'exploitant ne peut admettre dans son installation des déchets dont la demande d'acceptation n'a pas été signée au préalable.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Surveillance des émissions dans l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article Annexe I - Article 3-9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions dans l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une surveillance des eaux pluviales, à l'exutoire du bassin de 1811 m3, est réalisée semestriellement. Dans le mois qui suit les prélèvements, les résultats des mesures sont transmis à l'Inspection.
<b>Constats :</b> Les résultats (cf. constat relatif à l'article 2.4.6 de l'AP du 30/09/2011) ne sont pas transmis à l'Inspection.  NB : cette structure serait à ajouter au cadre de surveillance N° 24768 - actif depuis le 01/12/2015 - correspondant au cadre de surveillance de l'installation dans GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet